

## Déclaration de la Présidente

### Réunion publique d'information du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)

New York, le 20 mars 2024

#### INTRODUCTION

Excellences, Mesdames les représentantes, Messieurs les représentants, chers collègues,

Au nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), de son groupe d'experts et du Secrétariat, j'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette réunion publique d'information sur les sanctions imposées par le Conseil de sécurité à la République populaire démocratique de Corée.

L'objectif de la présente réunion est de donner aux États Membres des informations sur la portée des sanctions, le mandat et les activités du Comité et les principales conclusions et recommandations formulées par le Groupe d'experts dans le plus récent de ses rapports finaux, publié le 7 mars 2024 comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/2024/215 et disponible à la rubrique « rapports » sur le [site Web du Comité](#).

Les mesures de sanction relevant du Comité créé par la résolution 1718 (2006) sont les plus exhaustives actuellement imposées par l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes donc conscients que leur mise en application n'est pas une mince affaire pour les États Membres et qu'elle peut poser différents défis. Le Comité se tient à la disposition des États Membres pour les aider à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et leur donner des orientations lorsqu'ils en font la demande. Dans cette optique, avec l'appui du Secrétariat, il veille également à tenir à jour son [site Web](#), notamment la page Web consacrée aux [notices d'aide et aux fiches d'informations](#), qui apporte aux États Membres des précisions concernant diverses dispositions des mesures de sanction.

En ma qualité de Présidente du Comité créé par la résolution 1718 (2006), j'aimerais, dans le cadre de mes observations préliminaires, aborder les trois points suivants :

4. l'obligation qui incombe aux États Membres de présenter des rapports nationaux de mise en œuvre ;
5. la nécessité d'appliquer efficacement les mesures de sanction ;
6. les efforts faits par le Comité pour faciliter le travail des organisations humanitaires en République populaire démocratique de Corée, en particulier par l'intermédiaire de son mécanisme de dérogation pour raison humanitaire.

Le Coordonnateur par intérim et spécialiste de la non-prolifération et de la sécurité régionale du Groupe d'experts présentera ensuite plus en détail les principaux éléments du régime de sanctions imposé à la République populaire démocratique de Corée, dans le prolongement des conclusions et recommandations les plus récentes du Groupe d'experts, figurant dans son rapport final. Je saisis cette occasion pour renouveler tous mes remerciements au Groupe d'experts pour le travail qu'il accomplit, qui est indispensable au succès des activités du Comité. Les rapports établis par le Groupe continuent de donner des indications précieuses, et je conseille vivement à

chacun de les lire et d'examiner favorablement toutes les recommandations adressées aux États Membres, notamment celles qui figurent à l'annexe 112 du dernier rapport en date. Je tiens également à remercier les États Membres, les entités et les personnes qui ont bien voulu répondre aux demandes d'information soumises par le Groupe d'experts.

Le Coordonnateur par intérim présentera un exposé au nom du Groupe d'experts, mais d'autres experts du Groupe sont également présents aujourd'hui. Une fois cet exposé terminé, je donnerai la parole à l'auditoire pour une séance de questions-réponses. J'encourage les États Membres à profiter pleinement de cette occasion pour un échange avec les membres du Comité.

## OBJECTIF DES SANCTIONS

Chers collègues,

L'objectif final des sanctions est de faciliter un règlement pacifique et global, par le dialogue, de la situation en République populaire démocratique de Corée. Dans ses résolutions, le Conseil a réaffirmé son soutien aux pourparlers à six et dit souhaiter qu'ils reprennent. Il a également réaffirmé l'objectif d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne par des moyens pacifiques, et d'une réadhésion de la République populaire démocratique de Corée au Traité sur la non-prolifération et aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

## RAPPORTS NATIONAUX DE MISE EN ŒUVRE

Chers collègues,

En ce qui concerne les rapports nationaux de mise en œuvre, vous vous souviendrez peut-être que plusieurs résolutions exigent des États Membres qu'ils fassent rapport, dans les 90 jours suivant l'adoption des résolutions en question, sur les mesures concrètes qu'ils ont prises pour appliquer effectivement les sanctions relevant du Comité créé par la résolution 1718 (2006). Dans sa résolution 2397 (2017), le Conseil de sécurité a décidé que les États Membres devraient présenter deux types de rapports de mise en œuvre : l'un sur l'application de la résolution dans son ensemble, et l'autre sur l'obligation de rapatrier les ressortissants de la République populaire démocratique de Corée percevant des revenus dans d'autres États Membres.

Une liste complète de toutes les obligations en matière de présentation de rapports figure sur le site Web du Comité, et vous trouverez sous l'onglet « [Rapports des États Membres](#) » un tableau recensant toutes les dates limites de présentation des rapports. Si vous souhaitez vous assurer que votre gouvernement a bien rempli toutes ses obligations en la matière, le tableau répertorie également tous les rapports soumis par les États Membres à ce jour. La [Notice n° 2 d'aide à l'application](#), elle aussi disponible sur le site Web du Comité, contient un modèle de tableau aide-mémoire facultatif qui peut être utile pour faciliter la communication des informations demandées.

Bien que le Comité continue de recevoir des rapports de mise en œuvre, un grand nombre d'États Membres n'ont toujours pas soumis les leurs. Je rappelle aux États Membres qu'en application des résolutions du Conseil de sécurité sur la question, ils sont tenus de communiquer

des informations sur l'intégration des mesures de sanction dans leur législation nationale, et je prie ceux qui ne l'ont pas encore fait de présenter leurs rapports au Comité dans les meilleurs délais. Les États Membres ont également été contactés, au sujet de leur rapport national de mise en œuvre, par le Groupe d'experts ; vous trouverez un certain nombre de réponses fournies dans son rapport final. J'espère que d'autres informations seront prochainement disponibles et j'attends avec intérêt les nouvelles informations qui figureront à ce sujet dans le prochain rapport. Les rapports de mise en œuvre contribuent grandement à la capacité du Comité et de son groupe d'experts de soutenir les États Membres à appliquer les résolutions dans leur intégralité.

Enfin, mon équipe, le Groupe d'experts et le secrétariat du Comité se tiennent à la disposition des États Membres pour les aider à établir et à présenter leurs rapports de mise en œuvre. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez la moindre question.

#### APPLICATION EFFECTIVE

Chers collègues,

En ce qui concerne l'application effective des sanctions, je tiens à souligner qu'il est de la plus haute importance que les résolutions soient appliquées dans leur intégralité pour garantir l'efficacité des mesures adoptées par le Conseil de sécurité. Afin d'assurer le respect des mesures de sanction, je demande instamment à tous les États Membres de coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe d'experts, et de communiquer, de manière confidentielle si nécessaire, toute information dont ils disposent concernant l'application des mesures de sanction, y compris toute violation des sanctions.

Soucieux de favoriser une meilleure compréhension des sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée et d'en améliorer l'application, le Comité créé par la résolution 1718 (2006) continue également de fournir aux États Membres, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales des conseils et des orientations sur la marche à suivre pour appliquer les sanctions. Vous pouvez adresser vos demandes de conseils à la présidence et au secrétariat du Comité, qui les porteront à l'attention du comité.

#### INFORMATION EFFICACE

Chers collègues,

Une bonne communication et des échanges actifs entre tous les acteurs concernés sont des conditions essentielles d'une mise en œuvre efficace des sanctions dans leur intégralité. Il s'agit maintenant de renforcer les activités d'information du Comité et son dialogue avec les parties prenantes en procédant de manière plus collaborative et plus inclusive. Cette démarche est indispensable pour mieux faire connaître et comprendre les sanctions, ainsi que pour cerner et résoudre les problèmes de mise en œuvre.

J'espère que l'amélioration de l'effort d'information et de conseil que fait le Comité permettra de renforcer l'efficacité de la mise en œuvre et du respect des mesures de sanction. Ces

efforts sont essentiels pour atteindre notre objectif final commun, à savoir faciliter un règlement pacifique et global, par le dialogue, de la situation en République populaire démocratique de Corée.

## MÉCANISME DE DÉROGATION POUR RAISON HUMANITAIRE

Chers collègues,

Lorsqu'il a imposé des mesures de sanction, le Conseil de sécurité a réaffirmé que celles-ci étaient censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée. De ce fait, comme indiqué au paragraphe 25 de sa [résolution 2397 \(2017\)](#), il a décidé que le Comité créé par la résolution 1718 (2006) pouvait, au cas par cas, accorder des dérogations pour raison humanitaire. Au fil des ans, le mécanisme de dérogation pour raison humanitaire est devenu l'un des volets principaux des travaux du Comité. Depuis 2018, celui-ci a approuvé la grande majorité des demandes de dérogation pour raison humanitaire qu'il a reçues (soit 99 au total), ainsi que de nombreuses demandes de prorogation et de modification.

La volonté de ne pas nuire aux activités humanitaires a également conduit le Conseil de sécurité à adopter sa résolution 2664 (2022), en date du 9 décembre 2022, qui met en place une exemption permanente aux mesures de gel des avoirs pour raison humanitaire dans tous les régimes de sanctions, afin de permettre « la fourniture, le traitement ou le versement de fonds, d'autres avoirs financiers ou ressources économiques [par certaines organisations], ou la fourniture de biens et de services nécessaires à l'acheminement en temps voulu de l'aide humanitaire ou à l'appui d'autres activités visant à répondre aux besoins essentiels », comme indiqué au paragraphe 1 de la résolution.

Le Comité a actualisé la [Notice d'aide à la mise en œuvre n° 7 \(IAN n° 7\)](#) eu égard à la résolution 2664 (2022) et simplifié la procédure d'obtention de dérogations pour raison humanitaire afin de faciliter le travail des intervenants humanitaires et l'acheminement de l'aide en République populaire démocratique de Corée. La [Notice n° 7](#) comporte des informations sur le mécanisme d'obtention de dérogations pour raison humanitaire, notamment sur les conditions de présentation des demandes de dérogation, les modalités de saisine du Comité et la procédure d'approbation.

Le Comité continue de disposer d'une procédure de décision accélérée de deux jours ouvrables pour examiner et approuver les demandes urgentes de dérogations pour raison humanitaire visant à faire face à des crises comme la pandémie de COVID-19 ou à des catastrophes naturelles. Le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée continuant d'appliquer des mesures de protection, cette procédure accélérée a également été utilisée pour donner suite à des demandes de prorogation et de modification de dérogations déjà approuvées.

En outre, le Comité a approuvé à titre exceptionnel un certain nombre de demandes visant à proroger des dérogations afin de permettre l'importation d'articles essentiels.

Vous trouverez sur le [site Web du Comité](#) toutes les informations utiles concernant le mécanisme de dérogation pour raison humanitaire, ainsi que les lettres portant approbation des dérogations. Mon équipe et le secrétariat se tiennent prêts à fournir aux États Membres tout

éclaircissement supplémentaire dont ils auraient besoin lors de l'élaboration de leurs demandes de dérogation.

CONCLUSION
------------

Chers collègues,

Pour terminer, je tiens, au nom du Comité créé par la résolution 1718 (2006), à vous remercier de votre aimable attention. Je vais maintenant donner la parole au Coordonnateur par intérim du Groupe d'experts. À l'issue de son exposé, je donnerai la parole à l'auditoire afin que vous puissiez poser toutes vos questions concernant les sanctions visant la République populaire démocratique de Corée, la mise en œuvre des obligations qui incombent aux États Membres ou encore les travaux du Comité et du Groupe d'experts.

Monsieur le Coordonnateur par intérim, vous avez la parole.

---

**Chair's statement**  
**1718 Committee Open briefing**  
**New York, 20 March 2024**

INTRODUCTION
--------------

Excellencies, Distinguished Delegates, Colleagues,

On behalf of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006), its Panel of Experts, and the Secretariat, it is my pleasure to welcome you to this open briefing on Security Council sanctions regarding the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

With this briefing, we intend to inform Member States about the scope of the sanctions, the mandate and activities of the Committee, and the main findings and recommendations of the Panel of Expert's most recent final report, dated 7 March 2024, which has just been published and is available on the [1718 Committee website](#) under "reports" as Security Council document (S/2024/215).

The 1718 sanctions are the most comprehensive UN sanctions measures currently in place. We are aware that the measures ask a lot from Member States and can pose various implementation challenges. The Committee stands ready to assist Member States in carrying out their obligations under the relevant Security Council resolutions and to offer guidance when requested. In this regard, with the support of the Secretariat, it also makes sure to keep the [1718 Committee website](#) up to date, including the webpage on [Implementation Assistance Notices](#), where various provisions of the sanctions are clarified in guidelines to Member States.

As Chair of the 1718 Committee, I wish to touch upon three points in my opening remarks:

1. Member States' obligations to submit national implementation reports,
2. The need for effective implementation of the sanctions measures, and
3. The Committee's efforts in facilitating the work of humanitarian organizations in the DPRK, in particular through its humanitarian exemption mechanism.

The Acting Coordinator and non-proliferation and regional security expert of the Panel of Experts will subsequently elaborate in more detail on the main features of the DPRK sanctions, in line with the Panel's most recent findings and recommendations included in the Panel's final report. I would like to take this opportunity to reiterate my great appreciation to the Panel of Experts for their work, which is crucial to the success of the Committee. Its reports continue to offer invaluable insights and I strongly advise all to read them and to positively consider all recommendations addressed to Member States, including those contained in annex 112 of the Panel's latest report. I also would like to thank those Member States, entities, and individuals who have responded to requests for information by the Panel.

While the Acting Coordinator will be presenting on behalf of the Panel, we do have other experts with us today. Following the Acting Coordinator's presentation, I will open the floor for

questions and answers, and encourage Member States to make full use of this opportunity to engage with the Committee.

## GOAL OF THE SANCTIONS

Colleagues,

The ultimate goal of the sanctions is to facilitate the achievement of a peaceful and comprehensive solution to the situation in the DPRK through dialogue. The resolutions reaffirm the Council's support to the Six Party Talks and call for their resumption. They also reiterate the goal of the complete, verifiable and irreversible denuclearization of the Korean Peninsula in a peaceful manner and the return of the DPRK to the Non-proliferation Treaty (NPT) and International Atomic Energy Agency safeguards.

## NATIONAL IMPLEMENTATION REPORTS

Colleagues,

With regard to national implementation reports, you may recall that various resolutions require that Member States shall report within 90 days of their adoption on the concrete measures undertaken to effectively implement the 1718 sanctions. In [resolution 2397 \(2017\)](#), the Security Council introduced the requirement for two types of implementation reports to be submitted by Member States; one on the implementation of the resolution as a whole, and another on the obligation to repatriate DPRK nationals who are gaining income in other Member States.

A full list of all reporting requirements can be found on the 1718 Committee website. Under the tab '[implementation reports](#)', you will find a table with all submission deadlines. Should there be any doubt as to whether your Government has fulfilled all reporting obligations, the table also reflects which reports have been received by Member States to date. [Implementation Assistance Notice No. 2](#), also available on the Committee's website, contains an optional checklist template, which can be helpful in providing the required information.

While the Committee continues to receive implementation reports, a large number of Member States are yet to submit their reports. I would like to remind Member States that reporting on the incorporation of sanctions into domestic legislation is an obligation under the relevant Security Council resolutions, and call on Member States who have not yet done so, to report to the Committee promptly. The Panel has also reached out to Member States regarding their national implementation reports and you will find some answers reflected in their final report. I hope that more will soon be forthcoming and look forward to an update in the next report. Implementation reports play a crucial role in helping the Committee and its Panel of Experts assist Member States in the comprehensive implementation of the resolutions.

Finally, my team, as well as the Panel of Experts, and the Committee's Secretariat, stand ready to assist Member States with the preparation and submission of their implementation reports. Please do reach out to us with any questions.

## EFFECTIVE IMPLEMENTATION

Colleagues,

On effective implementation, I would like to stress that it is of utmost importance that the resolutions are fully implemented in order to ensure that the Security Council's measures are effective. To ensure full compliance, all Member States are urged to cooperate fully with the Committee and the Panel, and to supply, on a confidential basis if necessary, any information at their disposal on the implementation of the sanctions, including on any sanctions violation.

In order to foster a better understanding of the DPRK sanctions and improve the implementation of them, the 1718 Committee also continues to provide advice and guidance to Member States, international organizations and NGOs on how to proceed when implementing sanctions. Requests for guidance can be submitted to the Committee Chair and the Secretariat, after which these will be brought to the attention of the Committee.

## EFFECTIVE OUTREACH

Colleagues,

Active communications and interactions among all the relevant stakeholders are an essential step toward the effective and comprehensive implementation of the sanctions. The Committee's outreach and dialogue with the relevant stakeholders now need to be bolstered further in a more collaborative and inclusive manner. This is vital to raise awareness and understanding of the sanctions as well as to identify and address the challenges in the implementation of sanctions.

It is my hope that improving the Committee's outreach and guidance efforts will result in enhancing effective implementation and compliance with the sanctions measures. These are also a key to achieving our ultimate and common goal, facilitating a peaceful and comprehensive solution to the situation in the DPRK through dialogue.

## HUMANITARIAN EXEMPTION MECHANISM

Colleagues,

When sanctions were imposed, the Security Council reaffirmed that the measures are not intended to have adverse humanitarian consequences for the civilian population of the DPRK. As such, as detailed in paragraph 25 of [resolution 2397 \(2017\)](#), the Council decided that the 1718 Committee may, on a case-by-case basis, grant exemptions on humanitarian grounds. Over the years, the humanitarian exemption mechanism has become one of the key areas of work for the Committee. Since 2018, the Committee has approved the vast majority of humanitarian requests received, a total of 99 while approving numerous extensions and adjustments.



This intention not to adversely impact the humanitarian activities has also led the Security Council to adopt resolution 2664 on 9 December 2022 introducing a standing humanitarian exemption to the asset freeze measures for all sanctions regimes, thereby permitting “the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs” by certain organizations as outlined in OP 1.

The Committee has updated [Implementation Assistance Notice No. 7 \(IAN No.7\)](#) in light of resolution 2664 (2022) and streamlined the process for obtaining humanitarian exemptions to facilitate the work of humanitarian actors and the delivery of aid to the DPRK. [IAN No. 7](#) provides information on the mechanism to obtain humanitarian exemptions, including the recommended format of exemption requests, information on routing to the 1718 Committee, and the approval process.

The Committee continues to have in place an expedited decision-making procedure of two working days to review and approve requests for urgent emergency humanitarian exemptions aimed at responding to pandemic outbreaks, like COVID-19, or natural disasters. Given that protection measures are still applied by the DPRK government, this expedited procedure has also been used for extension and amendment requests for previously approved exemption requests.

The Committee has also approved, on an exceptional basis, a number of requests for longer exemption timeframes to allow for the import of essential items.

All relevant information regarding the humanitarian exemption mechanism, as well as letters of approval, can be found on the [1718 Committee website](#). Should any Member State have any questions while preparing exemption requests, my team as well as the Secretariat stand ready to provide further clarifications.

CONCLUSION
------------

Dear colleagues,

In closing, on behalf of the 1718 Committee, I thank you for your kind attention. I now give the floor to the Acting Coordinator of the Panel of Experts. Following his presentation, I plan to open up the floor for you to pose any questions that you may have regarding the DPRK sanctions and the implementation of Member State obligations, as well as the work of the 1718 Committee and the Panel of Experts.

Mr. Acting Coordinator, the floor is yours.

\_\_\_\_\_



# **DPRK Panel of Experts 2024 Final Report (S/2024/2015)**

**Acting Coordinator  
UN DPRK Panel of Experts  
New York  
20 March 2024**

# UN Sanctions and the DPRK

## The DPRK Sanctions Committee's website



UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL

Search the UN



About the Council ▾

Sanctions ▾

Members ▾

Meetings ▾

Documents ▾

News ▾

Interactive Handbook

Sanctions List Materials ▸

Resolutions

Committee Guidelines

Exemptions to the Measures ▸

Press Releases

Panel of Experts ▸

Selected Documents

Implementation Reports

Annual Reports

Prohibited Items

Implementation Assistance Notices

Procurement of DPRK coal by Member States

Supply, sale or transfer of all refined petroleum products to the DPRK

Home » Sanctions » Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006)

## Security Council Committee established pursuant to resolution 1718 (2006)

- [Sanction measures](#)
- [Work and mandate of the Committee](#)
- [Background information](#)
- [Further information on measures](#)
- [Summary of listing criteria](#)

The Security Council Committee pursuant to [resolution 1718 \(2006\)](#) (hereafter "the Committee") oversees the sanctions measures imposed by the Security Council.

### Sanction measures

Measure	Description	Exemptions to the measure
Arms and related materiel embargo	All Member States are required to prevent the direct or indirect supply, sale, or transfer to the DPRK, through their territories or by their nationals, or using their flag vessels or aircraft, and whether or not originating in their territories, of all arms and related materiel, including small arms and light weapons and their related materiel, a ban on related financial transactions, technical training including hosting of trainers, advisers, or other officials for the purpose of military- naramilitary- or police related	Set out in paragraph 8 (a) and (b) of resolution 2270 (2016).

# DPRK Panel of Experts

## Mandate and activities

- **Assistance to the Committee**
- **Assistance to Member States**
- **Investigations:**
  - Gather, examine and analyze information from States, relevant UN bodies and other interested parties, in particular on incidents of non-compliance
- **Information:**
  - Gather, examine and analyze information on implementation of sanctions (i.e. receive information from Member States)
- **Reports and Recommendations**
  - Information about DPRK circumvention practices
  - Investigations and analyses
  - Guidance on implementation

# 2024 Final Report overview

## Nuclear programme

- The DPRK continued activities related to the development of nuclear weapons and production of nuclear fissile materials in violation of UN Security Council resolutions, although no nuclear test has been detected since September 2017.
- Yongbyon Site: The 5MW(e) reactor continued to operate. A new LWR reactor became operational as indicated by significant amounts of water discharges since October near the Kuryong River. Construction activities have continued.
- Punggye-ri nuclear test site: minor activities have continued.
- Two cruise missiles reportedly launched as “a firing drill for simulated tactical nuclear attack” These, and the display of the purported tactical nuclear weapon Hwasan-31, underline DPRK efforts to develop a tactical nuclear weapons programme.

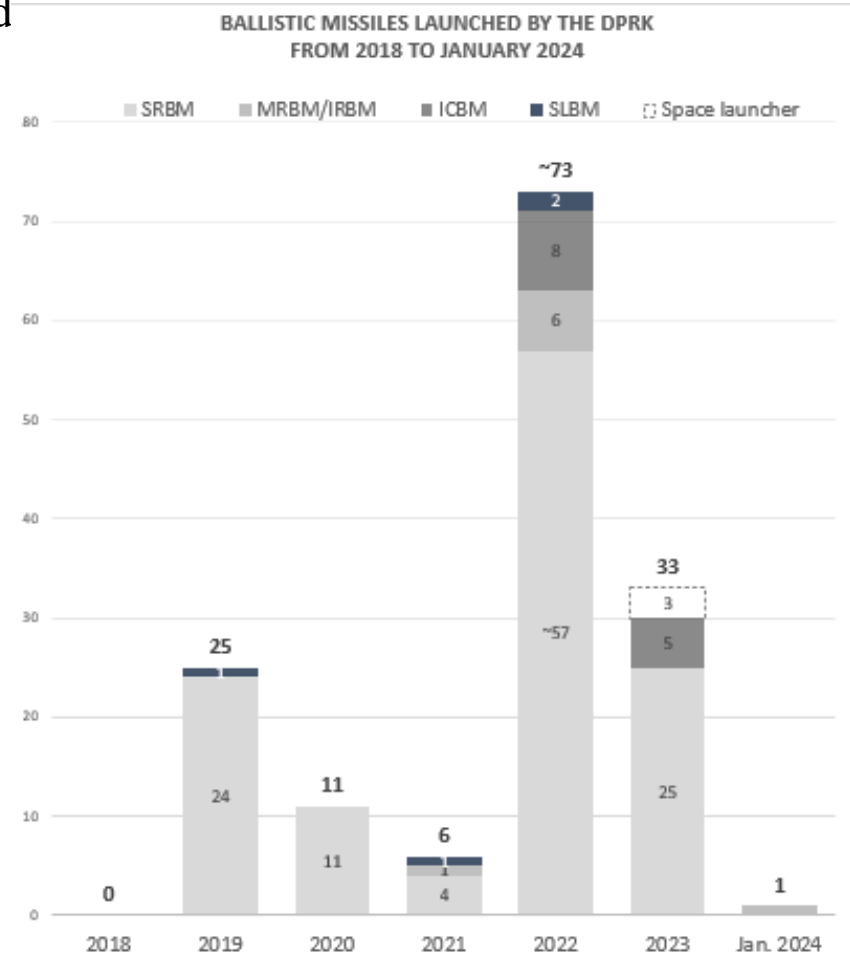
**Water discharge from the LWR**



# 2024 Final Report overview

## Ballistic missiles

- DPRK continued to launch ballistic missiles and satellites
  - Third launch of a Hwasong-18 three-stage ICBM; Military observation satellite placed into orbit (engine combinations similar to Hwasong-17 ICBM).
- Purported ballistic missile submarine commissioned; yet to be sea-trialled.
- DPRK stated that its SRBMs and new submarine could serve as delivery systems for nuclear warheads.
- DPRK continues to enhance and indigenize its ballistic-missile manufacturing capabilities; during factory visits Kim Jong Un called for increased TEL and missile production.



# 2024 Final Report overview

## Sectoral and maritime sanctions

- Continuing evasion by DPRK of sanctions on exports and imports, including of refined petroleum and other products, using a mix of vessel-related techniques.
- Tracking Ship-to-Ship transfers becoming more difficult due to increasing use of non-IMO numbered small coastal vessels.
- Some DPRK tankers are travelling further south than in previous years, possibly due to fewer available Foreign Direct Delivery Vessels.



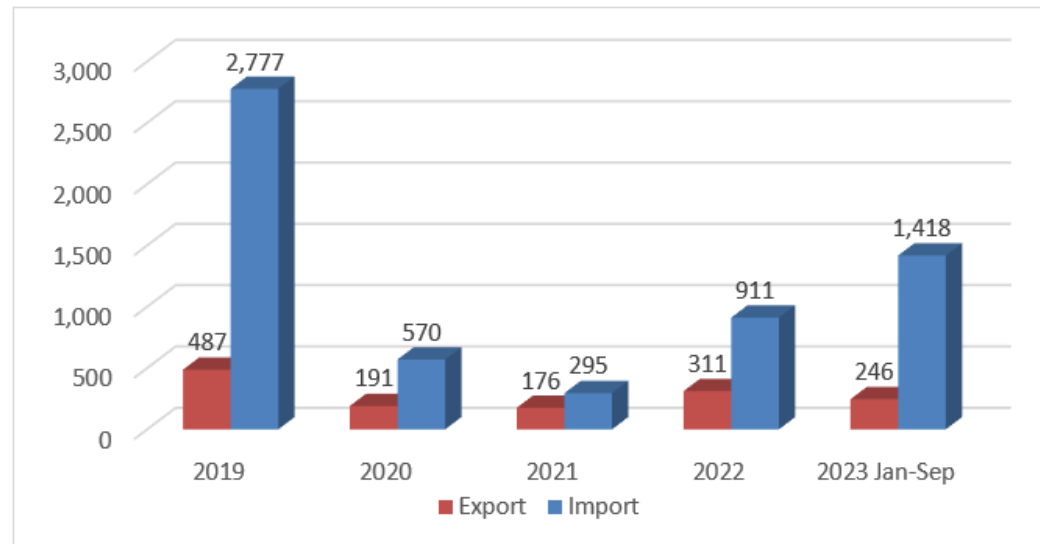
# 2024 Final Report overview

## DPRK Trade

- The overall recorded trade volume of the DPRK from January to September 2023 (\$1664m) surpassed the total for 2022 (\$1222m).
- The Panel continued to monitor goods traded under sanctioned categories, and to seek Member States' responses to enquiries about recorded trade activity.
- Most responding Member States indicated that no recorded trade activity with DPRK had taken place, or that wrong country codes had been used, or that items were exempted on humanitarian grounds.

**DPRK Recorded Trade, 2019-2023**

(Millions of United States dollars)



Source: ITC Trade Map, accessed 1 January 2024.

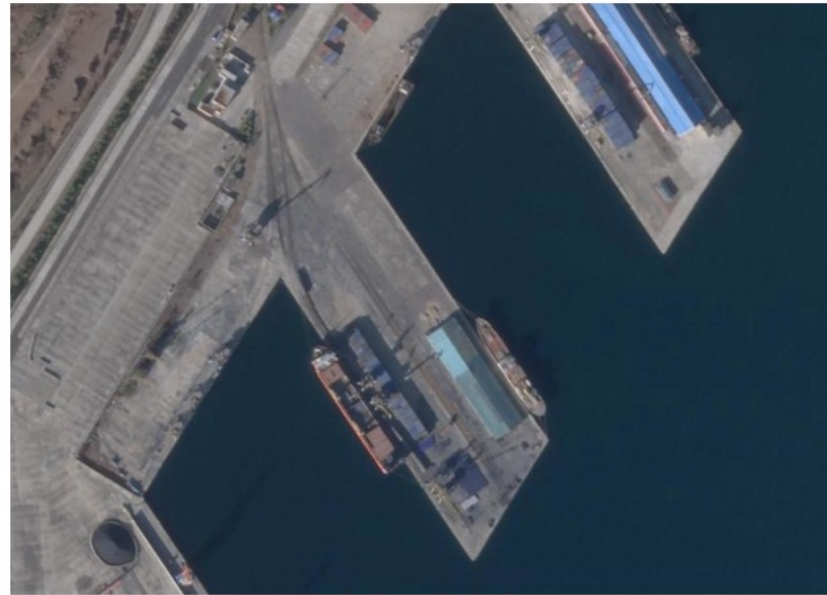


# 2024 Final Report overview

## Embargoes, designated entities and individuals and overseas workers (1)

- The report includes 11 cases of alleged transfers of arms and related materials involving DPRK. Seven are new to the period under review.
- Case 4 covers transfers by sea of large numbers of shipping containers between Rajin Port in DPRK and Dunay, used by the Russian Navy, (and neighbouring ports) in the Russian Federation. Member State information indicated that the containers were filled with military equipment and munitions although the Panel was not able at the time independently to determine their contents.
- Other cases relate to Myanmar, Mali, Hamas and others.
- One case involves reports of suspected DPRK missile debris found in Ukraine.

*Angara at Pier 2, Rajin Port, 23 October*



Source: Planet Lab

# 2024 Final Report overview

## Embargoes, designated entities and individuals and overseas workers (2)

- DPRK actors subordinate to the RGB (Kimsuky, the Lazarus Group, Andariel, and BlueNoroff) continued to conduct cyberattacks to obtain information and generate illicit revenue. The Panel describes identified trends.
- Based on information from DPRK IT workers and Member States, IT workers generate an estimated USD 250-600 million for the DPRK annually; non-IT overseas workers generate annual revenues of approximately USD 500 million; workers are dispatched overseas initially on student or tourist visas; when the border further opens the DPRK is expected to send a large number of additional workers overseas.
- Other cases of DPRK nationals working overseas after the December 2019 repatriation deadline included those in the restaurant and construction industries.

# 2024 Final Report overview

## Finance and cyber

- The Panel investigated DPRK's exploitation of joint ventures, offshore entities, shell companies and virtual assets (cryptocurrencies) to access the international financial system.
- The Panel continued to investigate the Korea National Insurance Company and its reported front or subordinate companies.
- The Panel investigated 30 reported overseas representatives of 17 DPRK banks in three States.
- The Panel is investigating 17 cryptocurrency heists in 2023 (valued at more than USD 750 million) for which the DPRK may be responsible. The Panel is also investigating 58 suspected DPRK cyberattacks on cryptocurrency-related companies between 2017 and 2023 (valued at approximately USD 3 billion).
- The Panel has compiled a list of techniques used by DPRK cyber actors to steal, launder and cash-out funds from cryptocurrency industry-related companies.

# 2024 Final Report overview

## Unintended humanitarian effects of sanctions

- Based on information from a variety of sources, there can be little doubt that UN sanctions and their implementation have unintended effects on the humanitarian situation and aid operations although their relative influence has lessened since early 2020. Reliable data are lacking, as is a methodology to disaggregate multilateral sanctions from other factors.
- Despite some positive developments in the second half of 2023 humanitarian actors continue to assess the humanitarian situation is deteriorating. Possible factors include DPRK prioritization of WMD and ballistic missile programmes; the pandemic and resulting border closure; natural disasters; low prioritization accorded by Pyongyang to humanitarian aid; and unintended effects of sanctions.
- Barriers to providing humanitarian aid include inability of humanitarian organisations to enter the country and monitor assistance provision; lack of data to identify needs; impacts or exacerbations of sanctions including additional work to complete the exemptions process; reduced donor interest; higher procurement and transport costs; limitations on project types; de-risking and overcompliance; the continued absence of banking channel(s); and DPRK policies and bureaucratic complexity.

# 2024 Final Report overview

## Recommendations

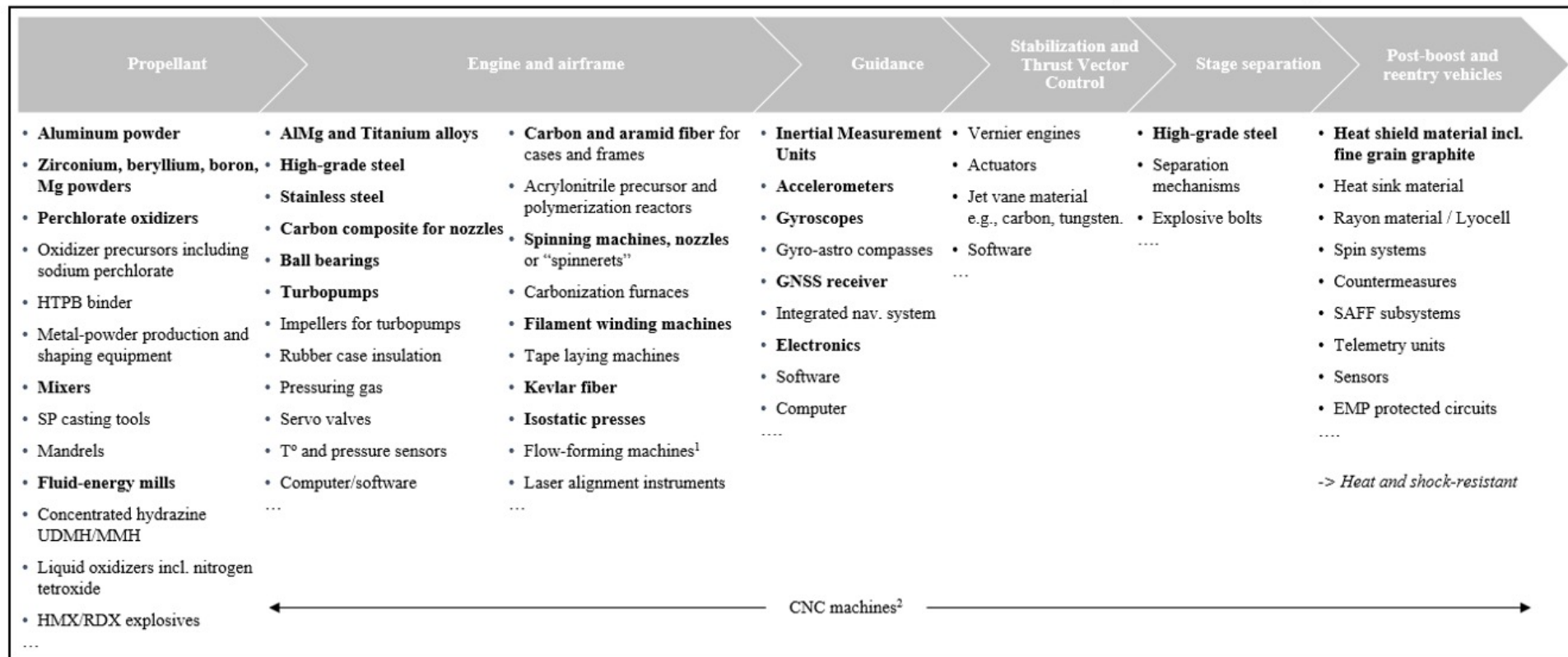
- A consolidated list of Recommendations to the Security Council, 1718 Committee, Member States and others is at Annex 112.
- The Panel offers 29 Recommendations (some of which are repetitions of previous recommendations), covering ballistic missiles, trade and customs issues, implementation of the luxury goods ban, overseas workers, finance, and the unintended humanitarian effects of sanctions. They include several recommendations for designations.
- There are no specific maritime-related Recommendations: The Panel reiterates those included in previous Panel reports that have yet to be implemented.

# 2024 Final Report overview

## Support to States (1): BM programme choke-point items

Chart I  
 Overview of critical items needed by the DPRK for its ballistic missile programme

In bold: identified target of DPRK international procurement between 2018 and 2023.



### Annex 101 – Compilation of cybersecurity community's effective practices

- Training
- Credentials
- Apply Zero Trust principles to limit the impact of an attack on an organization
- Hardware, software, networks, and data
- Detection and response
- Cryptocurrency-specific

# 2024 Final Report overview

## Support to States (3) – Maritime sanctions evasion techniques

The Report (paras 57-77) summarises DPRK's maritime sanctions evasion techniques

- Identifier and AIS manipulation
- Location tampering
- Measures to avoid detection, such as night-time Ship-to-Ship transfers
- Vessel identity laundering
- Vessel disguise and reconfigured cargo vessels
- Flagging
- Fraudulent registration of vessels
- Falsified documentation
- Multi-stage trans-shipment of refined petroleum
- Role of owners, operators and managers
- Vessel acquisition.



# 2024 Final Report overview

## The Panel and Member States

- Panel reports depend greatly on information provided by Member States. The Panel is grateful to those that have provided support in this respect and encourages other Member States to do likewise.
- The Panel stands ready to visit Member States, to conduct investigations of alleged violations of the sanctions regime, to receive information, or for outreach purposes.
- The Panel continues to encourage the submission of national implementation reports.
- The Panel requested information from Member States in November 2022 (renewed in September 2023) on implementation of UNSCRs. An initial analysis is included in Annex 111. The Panel will further analyse and report when more responses are received.



# UN sanctions and the DPRK

## Contacts

**For more information**

**Visit the webpage of the 1718 Committee:**

<https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718>

**Contact the Panel of Experts:**

[dppa-poe1874@un.org](mailto:dppa-poe1874@un.org)